

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
de Monsieur
Conseiller Supérieur Socio-Educatif du Centre Communal d'Action
auprès de la ville de ROUEN



ENTRE : Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), représenté par Madame Caroline DUTARTE Vice- Présidente dûment habilitée par l'arrêté de délégation de fonction du Président à la Vice-Présidente en date du 30 avril 2024 ,

D'une part,

ET : La Ville de Rouen, représentée par Monsieur Nicolas MAYER - ROSSIGNOL, Maire de Rouen, agissant au nom et pour le compte de ladite Ville, ci-après dénommée par les termes "la Ville",

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

Conformément aux dispositions du Code Général de la Fonction Publique et du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, le CCAS met _____, Conseiller Supérieur Socio-éducatif, à la disposition de la Ville de ROUEN.

ARTICLE 2 - Nature des fonctions exercées par le fonctionnaire mis à disposition

Monsieur _____, Conseiller Supérieur Socio-éducatif est mis à disposition en vue d'exercer les fonctions de Directeur du centre social Simone Veil.

ARTICLE 3 - Durée de la mise à disposition

Monsieur _____ est mis à disposition auprès de la Ville de ROUEN à 100%, du 1^{ER} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

ARTICLE 4 - Conditions d'emploi du fonctionnaire mis à disposition

Le travail de _____ est organisé par la Ville de ROUEN dans les conditions suivantes :

- Monsieur _____, Conseiller Supérieur Socio-éducatif, remplit les missions et les responsabilités telles que définies par la fiche de poste s'y référant.
- Monsieur _____ est placé dans la direction de la DSCS.

Le CCAS continue à gérer la situation administrative de Monsieur _____ (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, discipline).

ARTICLE 5 - Rémunération du fonctionnaire mis à disposition

Le CCAS verse à Monsieur la rémunération correspondant à son grade d'origine (émoluments de base, indemnité de résidence, supplément familial + indemnités et primes liées à l'emploi).

La Ville de ROUEN ne verse aucun complément de rémunération à Monsieur sous réserve des remboursements de frais.

ARTICLE 6 - Dispositions financières : remboursement de la rémunération

Le montant des rémunérations et des charges sociales versé par le CCAS sera remboursé intégralement par la Ville de Rouen.

La Ville de Rouen rembourse annuellement les rémunérations et les charges sociales de l'agent mis à sa disposition dans un délai de 45 jours à compter de la réception du titre de recettes émis par le Trésorier Municipal.

ARTICLE 7 - Fin de la mise à disposition

La mise à disposition de Monsieur peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :

- Du CCAS,
- De la Ville de ROUEN,
- Du fonctionnaire mis à disposition.

Dans ce cas, un délai de préavis de trois mois entre la demande de fin de mise à disposition et la date d'effet doit être respecté.

ARTICLE 8 - Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de ROUEN.

ARTICLE 9 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à l'hôtel de ville de ROUEN.

Fait à Rouen, le

Pour le CCAS,
Pour le Président par délégation,
La Vice- Présidente,

Pour la Ville de ROUEN,
Le Maire,

Caroline DUTARTE

Nicolas MAYER - ROSSIGNOL